



Valeurs mobilières Banque Laurentienne

RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIE

Mise à jour budgétaire du Québec : Allègement fiscal supplémentaire pour les particuliers sans compromettre la réduction de la dette

Nous pouvons qualifier la mise à jour économique dévoilée à Québec le 21 novembre de mini-budget responsable.

Dans un premier temps, la mise à jour a confirmé l'atteinte par le gouvernement du Québec de son excédent budgétaire le plus important lors de l'exercice 2016-17, soit 4,4 milliards de dollars ou 2,4G\$ après le versement de 2,0G\$ au Fonds des générations. Reposant essentiellement sur une croissance plus élevée des impôts des entreprises, sur davantage de revenus provenant de la taxe à la consommation et sur un report des dépenses liées à des projets d'infrastructures du gouvernement fédéral, ce surplus de 2,4G\$ (0,6 % du PIB nominal) est nettement plus élevé que le montant de 250 millions de dollars prévu dans le budget de mars dernier.

De plus, l'élan économique a connu une autre phase d'accélération cette année : la confiance des entreprises et des consommateurs atteint des sommets inégalés depuis plusieurs années alors que le taux de chômage se situe à un creux historique. La croissance du PIB réel est en voie d'atteindre 2,6 % en 2017, dépassant largement la prévision de 1,7 % présentée dans le budget de mars 2017. Ainsi, les conditions économiques plus favorables ont donné lieu à une amélioration de l'équilibre budgétaire de l'ordre de 1,3G\$ pour l'exercice 2017-18 (et de 1,7 G\$ pour les années financières 2018-19 et 2019-20).

La majeure partie de cette nouvelle marge de manœuvre supplémentaire, ainsi que la réserve de stabilisation de 4,6G\$ attribuable aux excédents enregistrés au cours des deux années précédentes, servira essentiellement à réduire à nouveau le fardeau fiscal des particuliers. La principale mesure présentée dans la mise à jour économique est la réduction, de 16 % à 15 %, du taux d'imposition des particuliers applicable sur les premiers 42 705 \$ de revenu imposable. En vigueur pour l'année d'imposition 2017, cette mesure entraînera une diminution des recettes fiscales d'environ 1,0G\$ par année (les contribuables recevront un remboursement après avoir soumis leur déclaration de revenus au printemps de 2018). Une autre mesure de moindre envergure entrant en vigueur pour l'année 2017 vise les familles. Il s'agit de la remise d'un chèque de 100 \$ par enfant pour l'achat de fournitures scolaires. Le gouvernement renonce dans le cas de cette mesure à des recettes fiscales d'environ 100 millions de dollars par année. Combinée à des initiatives de réduction d'impôt mises en œuvre dans le passé, comme l'élimination graduelle de la contribution santé, cette mesure vient réduire le fardeau fiscal des particuliers d'environ 2,3G\$ par année, à compter de 2017. Cette réduction est nettement plus importante que l'allègement fiscal de 950M\$ de 2008 (qui a ultimement servi à atténuer le ralentissement économique de la province lors de la crise financière mondiale de 2008-2009). Nous nous attendons à ce que cet allègement fiscal maintienne le rythme de la croissance du revenu





Valeurs mobilières Banque Laurentienne

RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIE

disponible des ménages (en hausse de 4,5 % depuis le début de l'année) à une cadence supérieure à celle des dépenses de consommation nominales des ménages (en hausse de 4,0 % depuis le début de l'année), une tendance positive observée au Québec, mais pas en Ontario.

Outre l'allègement fiscal des particuliers bonifié de 1,1 milliard de dollars, le gouvernement du Québec dépensera quelques centaines de millions de dollars de plus dans les services de soins de santé et d'éducation ainsi que dans des initiatives visant à enrayer la pauvreté et l'exclusion sociale.

Dans l'ensemble, les perspectives budgétaires sur cinq ans présentées lors de la mise à jour de cet automne continuent de pointer vers l'équilibre budgétaire. Les détenteurs d'obligations seront heureux d'apprendre que la nouvelle baisse d'impôt de 1,1 milliard de dollars ne compromettra pas l'objectif à long terme de réduction à 45 % du ratio dette brute/PIB nominal d'ici 2026. Près du tiers du chemin a déjà été fait, le ratio ayant chuté rapidement au cours des deux dernières années en passant de 54,9 % à 51,9 %. Afin de réaliser pleinement cet objectif à long terme (dans environ huit ans à compter d'aujourd'hui), le gouvernement mise sur les versements annuels au Fonds des générations qui figuraient dans le budget de 2017 (2,5G\$ pour l'exercice 2017-18, 2,7G\$ pour 2018-19 et 3,0G\$ pour 2019-20). De plus, en cas d'événements imprévus, le gouvernement peut compter sur deux coussins financiers: 1- la réserve de stabilisation qui devrait se chiffrer à 1,8G\$ d'ici quelques années, et 2- une provision pour éventualités de 100 millions de dollars par année.

Enfin, les besoins d'emprunt s'établissent à 14,789G\$ pour l'exercice 2017-2018, soit au-delà des prévisions du budget de 2017 qui étaient de 11,264G\$, essentiellement en raison du financement par anticipation de 4,450G\$ réalisé pour l'exercice 2018-19. Au cours de la dernière décennie, le gouvernement a réalisé des emprunts par anticipation qui ont en moyenne atteint 5,9G\$ par année.

Résumé : Aucune prise de risque budgétaire, malgré une conjoncture économique favorable

Après avoir remis de l'ordre dans sa situation budgétaire en 2014 et en 2015, la province de Québec est en voie de présenter un troisième budget consécutif équilibré pour l'exercice 2017-18. Dans le cadre de cette mise à jour économique, les détenteurs d'obligations constateront que la stratégie du gouvernement du Québec est équilibrée. Tout d'abord, le gouvernement s'engage à maintenir les efforts de réduction de la dette grâce au Fonds des générations, un facteur déterminant dans la révision à la hausse en juin dernier de la note de crédit de la province par l'agence de notation S&P (de A+ à AA-). Ensuite, le fait que l'économie soit sur une très bonne lancée et que le taux d'imposition du revenu des particuliers figure toujours parmi les plus élevés en Amérique du Nord constituait un argument de poids en faveur d'un allègement fiscal.





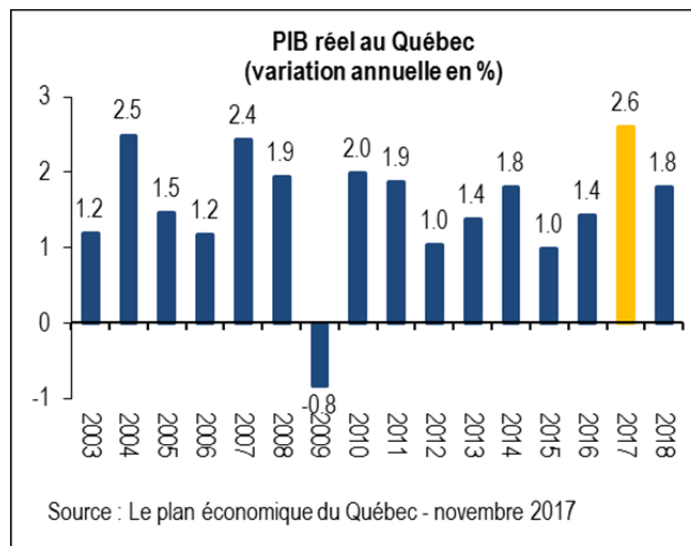
Valeurs mobilières Banque Laurentienne

RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIE

Enfin, permettez-nous de souligner un détail présent dans le document de 314 pages sur le marché du logement. Le gouvernement du Québec « *apportera les changements législatifs nécessaires au suivi des propriétés achetées et vendues par des investisseurs étrangers au Québec.* » Même si aucune date précise n'est mentionnée, en vertu de la nouvelle réglementation, les contrats de transactions immobilières résidentielles devront éventuellement inclure l'endroit de résidence de l'acheteur. Nous serons ainsi en mesure de déterminer dans quelle mesure les investisseurs étrangers sont actifs sur les marchés résidentiels à Montréal et dans le reste de la province. Pour l'instant, le gouvernement du Québec n'a pas l'intention d'imposer une taxe aux acheteurs étrangers visant à limiter l'activité de nature spéculative.

Sébastien Lavoie | Économiste en chef

514-350-2931 | lavoies@vmbi.ca





Valeurs mobilières Banque Laurentienne

RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIE

